

Les historiens polonais face à l'expérience de la « démocratie illibérale »

Georges Mink

En Pologne, les historiens occupent une place singulière dans le champ des sciences sociales et humaines, pour plusieurs raisons. Le statut de l'histoire en tant que discipline « reine » tient aux vicissitudes de l'histoire des Polonais. L'histoire de la discipline est profondément marquée par les déficits du récit national creusés pendant des longues années en raison de la rupture de la continuité étatique entre 1792 et 1918 (avec quelques rares et exceptionnels épisodes tels que la Principauté de Varsovie établie par la volonté de Napoléon). Enfin, la souveraineté « limitée » imposée par Staline et par ses successeurs s'accompagna d'un discours légitimant la domination soviétique (1945-1989), ce qui revenait à priver des secteurs entiers de la population de « leur » histoire. Opérant par la falsification des faits ou par l'omission d'événements capitaux pour la Nation, les communistes ont encore aiguisé l'appétence pour la reconstruction du récit national. L'intérêt que l'histoire rencontre dans la population tient à ces lacunes et à ces déformations de l'écriture de leur histoire. Les Polonais ont même donné un nom à ce phénomène : les « tâches blanches » (*białe plamy*) de leur histoire. Les historiens ont pris une place de choix lors des périodes de perte de souveraineté à l'intérieur des courants de résistance et des oppositions. Qu'il suffise ici de mentionner les Universités volantes (semi-clandestines) organisées dans les années 1970-1980 sous le régime de type soviétique, pour enseigner hors censure l'histoire polonaise ou mondiale et, notamment, pour combler les « pages blanches » des manuels officiels.

Aujourd'hui, la demande de récits historiques est telle que les librairies débordent d'ouvrages épais, de plus ou moins bonne qualité, sans que l'on n'ait l'impression que cette inflation éditoriale sature la demande. Dans la mesure où cette demande ne pose que très rarement, et dans des cercles restreints de lecteurs, l'exigence de la conformité aux règles et aux normes de la production académique, une grande partie de cette offre éditoriale se contente de répondre aux attentes préalables du public. Ces attentes sont suscitées par les usages politiques de l'histoire.

La tradition de l'historien engagé

Depuis longtemps les historiens polonais sont sortis de leur tour d'ivoire académique pour descendre dans l'arène des débats publics (Rafał Starobiecki, 2014). Ce phénomène s'est déjà manifesté pendant l'entre-deux-guerres (1918-1939), période au cours de laquelle la renaissance de l'État polonais s'est traduite par l'émancipation des écoles historiques et par le soutien de la puissance publique à la discipline académique. Quasi simultanément sont apparus des conflits d'interprétation de l'histoire portés sur la place publique par les différentes écoles (pour ne pas dire chapelles) rattachées autant aux clivages académiques qu'aux options politiques. Les

querelles autour de la date inaugurale du rétablissement de l'État indépendant polonais en témoignent. Le 11 novembre 1918 a été institué comme la date symbolique du recouvrement de l'indépendance. Pourtant la date de naissance de la Pologne restaurée a fait, et fait encore, l'objet de controverses. À partir de 1937, un décret désignait le 11 novembre comme fête nationale et jour chômé, il consacrait la légende héroïque de Józef Piłsudski par la formule suivante : « (il s'agit) d'un jour lié pour l'éternité au nom de Józef Piłsudski, chef invincible de La Nation dans les combats pour la liberté de la Patrie ». Tout au long de la période 1918-1939, les historiens regroupés autour de l'Institut de recherche sur l'histoire contemporaine, créé en 1924, imposent la légende de Piłsudski, exaltant la grandeur du Maréchal et de l'action militaire en vantant l'irrédentisme polonais. Tous les ouvrages émanant de ces historiens sont à la gloire de Piłsudski et justifient ainsi le régime autoritaire qu'il instaure après 1926 en réduisant la démocratie et le multipartisme¹. Pour que la fabrication de ce culte soit plus efficace encore, il fallait bien dénigrer les adversaires de Piłsudski, et notamment Roman Dmowski². L'argument utilisé était le suivant : durant les années de la Grande Guerre, Dmowski a subi une défaite idéologique totale. Miser sur la Russie s'était avéré un pari perdu. L'indépendance de la Pologne ne devait rien aux supplices dans les vestibules des diplomates des pays étrangers, mais elle a été obtenue par le sabre et l'effort surhumain de Piłsudski et de ses fidèles. Les historiens proches de Dmowski expliquaient qu'il fallait déconnecter la date du 11 novembre des soi-disant mérites exclusifs de Piłsudski et proposer une autre césure dans le calendrier. On avança le 28 juin 1919, jour de la signature du traité de Versailles, auquel Dmowski avait contribué par son action diplomatique en tant que représentant de la Pologne (Georges Mink, 2015).

Sous le régime politique communiste (1948-1989), il y a eu plusieurs périodes plus ou moins favorables à l'exercice libre du métier d'historien. Lors de l'apogée de la soviétisation (1948-1956), les controverses d'historiens ont été refoulées cédant place à une version unique de l'histoire tandis que la diversité des écoles, des approches et des interprétations a été étouffée. Dans le cursus scolaire et universitaire, le pouvoir politique a imposé l'unicité des manuels d'histoire. Avec le « dégel » de 1956, les clivages sont réapparus et des débats se sont intensifiés. Certains historiens se sont réfugiés dans les temps très anciens comme s'il s'agissait d'une stratégie d'évitement. Cela a eu des effets bénéfiques pour la qualité exceptionnelle de l'école médiéviste polonaise, liée à l'École des Annales en France. Par ces travaux sur une période éloignée, certains historiens exprimaient aussi leur attitude au présent. Ce fut le cas, entre autres, de Karol Modzelewski ou de Witold Kula sur l'économie féodale, et de Bronisław Geremek sur la pauvreté au Moyen Âge en France. Les années 1960 voient apparaître un clivage construit par Zbigniew Żałuski (1928-1978), colonel de l'armée

¹ Joseph Piłsudski (1867-1935), d'abord membre du Parti socialiste chef militaire (nommé Maréchal en 1922). Il a joué le rôle central dans la lutte pour l'indépendance de la Pologne et dans la construction de l'État polonais occupant plusieurs fonctions suprêmes comme commandant en chef des armées et chef de l'État. Le 26 mai 1926, il dirige un putsch militaire à la faveur d'un régime autoritaire dit de la « Sanacja (Assainissement) ».

² Homme politique, diplomate et écrivain, Roman Dmowski (1864-1939) est le fondateur du Parti national-démocrate – *Narodowa Demokracja* (appelé couramment « *Endecja* »), il a d'abord joué la carte russe pour faciliter l'accession de la Pologne à plus d'autonomie, puis a joué un rôle majeur dans la délégation polonaise à la conférence de la Paix à Paris. Partisan de la pureté ethnique de la Pologne, il prône l'assimilation des minorités à l'exception des Juifs. Le courant « *Endecja* » s'inspire de ses théories pour propager l'antisémitisme, lui-même étant attiré par des régimes fascistes d'avant-guerre comme celui de Mussolini en Italie.

communiste polonaise et historien. Il plaidera pour une narration patriotique communiste, contre les analyses critiques (Zbigniew Zakuski, 1962). Lié au courant politique national communiste et antisémite du général Moczar, il anticipe un autre clivage, survenu après 1989, entre une version de l'histoire polonaise critique et une version patriotique acritique³. Mais dans les années 1960, prospère aussi l'approche réaliste de l'histoire polonaise. Le succès populaire de Paweł Jasienica qui relate l'histoire des dynasties de Piast et de Jagellon témoigne de l'appétence des Polonais pour une vision de l'histoire nationale qui fait fi du matérialisme historique imposé par le régime.

Ce sont surtout les années 1970 et 1980 qui voient les historiens prendre des positions de plus en plus critiques vis-à-vis des versions officielles de l'histoire. Certains ouvrages auront de l'influence sur l'évolution de l'opposition démocratique, comme celui de Bogdan Cywiński, *Génération des insoumis*, paru en 1971. Cet ouvrage décrit la prolifération des activités oppositionnelles sous l'occupation tsariste de la Pologne au XIX^e siècle, montrant qu'une stratégie des petits pas réformistes dans un contexte d'oppression et d'occupation peut être efficace. Il suggère ainsi l'analogie avec les ressources du temps présent. Un autre ouvrage, *L'Histoire nouvelle de la Pologne 1918-1980*, que Wojciech Roszkowski fait paraître dans les circuits clandestins sous le pseudonyme d'Andrzej Albert, fut emblématique du besoin de rectifier le récit national en y incluant les faits et les gestes que la censure communiste éliminait systématiquement des manuels⁴.

Parmi d'autres entreprises historiennes significatives de la période du communisme tardif, se trouve celle de l'historienne Krystyna Kersten qui entreprend le renouvellement de l'approche des premières années suivant la Seconde Guerre mondiale sous un titre évocateur *Entre la libération et la soumission, la Pologne 1944-1956*. L'auteur constate que de larges secteurs de la population adhèrent au nouveau régime à l'apogée de la soviétisation, constat que l'opinion publique et la *doxa* anticommuniste ont du mal à admettre⁵.

Après 1989, date de la fin du régime communiste, les travaux en histoire connaissent un exceptionnel essor qui s'accompagne de la naissance des nouvelles institutions et d'instruments d'action publique en histoire (par exemple l'Institut de la mémoire nationale en 1999, divers musées, refonte des manuels scolaires, etc.). Mais, c'est surtout depuis les années 2000 que l'on assiste à une extrême radicalisation des enjeux politiques autour des interprétations contradictoires des événements et du rôle des acteurs significatifs de ces événements (Lech M. Nijakowski, 2008, p. 7). Dès lors, on observe une mise en concurrence de deux versions différentes du socle de légitimité historique sur lequel s'appuie l'actuel régime politique polonais. Concrètement, depuis la victoire en 2015 du parti Droit et Justice (PIS), dirigé par

³ En effet, après la chute du communisme, deux camps s'affrontent autour des interprétations et des récits historiques : celui qui réduit délibérément les actes répréhensibles commis par certains secteurs de la population polonaise au profit de la représentation hégémonique des actes des courages ou de la martyrologie de la Nation polonaise et celui qui optent pour un examen critique des événements historiques. Voir plus loin dans le texte. On se réfère dans ce débat à un autre ouvrage publié hors censure de Jan Józef Lipski : *Dwie ojczyzny – dwa patriotyzmy. Uwagi o megalomanii narodowej i ksenofobii Polaków (Deux patries- deux patriotismes, remarques sur la mégalomanie et la xénophobie des Polonais)* ; publié d'abord dans la revue des émigrés *Kultura*, 1981 nr 10/409, puis publié, la même année en Pologne, aux éditions clandestines NOWA.

⁴ W. Roszkowski, *Najnowsza Historia Polski 1918-1980 (Nouvelle Histoire de la Pologne, 1918-1980)*, éditeur clandestin « Krag », 1984.

⁵ Publié par les éditions del'émigration « Aneks » à Londres en 1993.

Jarosław Kaczyński, l'histoire devient la principale composante idéologique du projet politique dont l'objectif est de construire un certain type de démocratie où les contre-pouvoirs sont neutralisés, laissant la minorité politique sans voix ni recours⁶. D'aucuns appellent un tel système la « démocratie illibérale⁷ ». Pour consolider sa réalisation, les élites politiques victorieuses aux élections démocratiques ont besoin de modifier le récit historique et la composition du Panthéon héroïque polonais⁸. Les historiens sont fatalement entraînés dans cette compétition et pour certains, il s'agit même de se placer en première ligne de ce front idéologique (Robert Traba, 2009).

Les historiens face à l'étatisation de l'histoire

L'historien Antoni Dudek, situé plutôt du côté des partisans de la révision du discours historique en vigueur avant 2015, dit que « la légende du mouvement 'Solidarność' gardera son importance mais certaines personnalités seront marginalisées, d'autres mises en valeur. C'est une fatalité car, si les historiens peuvent mesurer les mérites respectifs des acteurs historiques sur la base des sources et des faits, les politiciens ne sont pas obligés de le faire. Les politiciens choisissent leurs héros et leurs anti-héros, mettant en valeur les uns, condamnant au purgatoire les autres⁹ ».

La « politique historique », autrement dit l'étatisation de l'histoire, n'est certes pas l'apanage du pouvoir conservateur polonais (Sławomir M. Nowinowski *et alli*, 2008). Par exemple, le pouvoir russe a également décidé de ne point abandonner à ses historiens le domaine de l'histoire, afin de surveiller de près l'image du pays à l'étranger et de contrecarrer les tentatives de la dégrader. Le 19 mai 2009, le Président de la Fédération de Russie d'alors, Dimitri Medvedev, répond aux initiatives symboliques de l'UE et du Conseil de l'Europe de placer le stalinisme (voire le communisme) sur le même plan que le nazisme¹⁰ en érigeant l'histoire à la hauteur d'un attribut de la « souveraineté » nationale. À l'occasion du 70^e anniversaire du début de la Seconde Guerre mondiale que l'Europe s'apprêtait à commémorer, le Président russe déclare : « Il ne faut pas appeler noir ce qui est blanc, traiter

⁶ Ce parti a déjà gouverné entre 2005 et 2007 en inventant et en appliquant la notion de « politique historique » conçue comme une véritable action publique avec ses objectifs et ses instruments (le réseau des représentations patriotiques muséales, dont le vaisseau amiral était le musée de l'Insurrection de Varsovie, judiciaire des responsabilités sous le communisme, dénigrement des adversaires politiques ayant joué un rôle historique, etc.)

⁷ Cette dénomination est revendiquée par ses acteurs politiques comme Victor Orbán en Hongrie. Le concept a été théorisé par Fareed Zakaria dans « The Rise of Illiberal Democracy », *Foreign Affairs*, 1997, voir aussi mon article « L'Europe centrale à l'épreuve de l'autoritarisme », *Politique étrangère*, IFRI, été 2016.

⁸ Concernant la tentative de modifier la composition du Panthéon polonais, c'est comme si, toute proportion étant égale par ailleurs, aujourd'hui en France, on disait que de Gaulle n'a rien fait ou même aurait trahi la Nation française en pactisant avec les Alliés. Évidemment, Lech Walesa n'est pas de Gaulle. Cette comparaison sert juste à montrer l'échelle du révisionnisme historique en cours en Pologne où, à la place historiquement attestée des artisans de la sortie du communisme, on cherche à substituer le Président défunt Lech Kaczyński, et des soutiens fidèles de la ligne du PIS (à la place de Lech Walesa, on propulse Anna Walentynowicz, incontestable héroïne de la grève fondatrice du mouvement « Solidarność » mais n'ayant pas le rôle de leader comparable, à la place de Jacek Kuroń ou de Adam Michnik, intellectuels à sensibilité de gauche, on substitue Antoni Macierewicz, nationaliste et conservateur, pour ne citer que ces deux exemples).

⁹ Cité dans l'article de Mariusz Janicki et Wiesław Władyka, « Władcy historii (Les gouvernants de l'histoire) », *Polityka*, n° 39, 23 septembre 2015, p. 25

¹⁰ Le Parlement Européen avait décrété en 2009 que le 23 août (date anniversaire du pacte Ribbentrop-Molotov) deviendrait la Journée de la mémoire des victimes du stalinisme et du nazisme.

d'agresseur celui qui se défendait... » Ces propos s'accompagnent de la signature d'un décret sur la création d'une Commission présidentielle de lutte contre les falsifications de l'histoire. Nombre d'historiens russes protestent alors contre la pression probable de cette instance de surveillance qui sous prétexte de « traquer et contrer les interprétations erronées de l'histoire à l'étranger » officialise l'arbitraire de la censure politique¹¹.

Un des premiers actes de Andrzej Duda, élu Président de la Pologne en mai 2015, fut de réunir autour de lui ses partisans académiques en un Conseil national de développement (*Narodowa Rada Rozwoju*). Sa première réunion en février 2016, où ont également été invitées des personnalités non liées au courant PIS, témoigne de l'importance que les nouveaux gouvernants attachent à imposer leur interprétation des événements du passé. Elle a pour thème « La politique historique : contextes, propositions, réalisations¹² ». « Il est de notre devoir de créer le cadre d'action de l'État – au sens institutionnel et didactique... » « La politique historique devrait être réalisée en tant que pièce maîtresse de notre position dans l'espace international, il est nécessaire de conduire une politique historique offensive, une vraie politique historique » dit le nouveau Président. Il a fait comprendre aux personnalités présentes que le parti Droit et Justice mettra tout en œuvre pour contrer la conception de l'histoire dite critique que le leader du parti PIS, Jarosław Kaczyński, nomme « la propagande de la honte », pour y substituer l'histoire digne de la Pologne, l'histoire décrivant le passé héroïque et douloureux de la Nation polonaise. Désormais, on ne tolérera plus les « insinuations » de la presse étrangère qui appelle les camps de concentration nazis situés sur le territoire polonais les « camps polonais », ni la version de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale qui s'attarde sur la participation de certains Polonais à l'Holocauste. Un historien d'origine polonaise, Jan Tomasz Gross, professeur à l'Université de Princeton, devient la bête noire du nouveau pouvoir¹³. Il a lancé le débat sur les pogromes des Juifs menés par certains habitants des localités situées sur la façade orientale de la Pologne, après le retrait des Soviétiques, qui s'y trouvaient en vertu du pacte Ribbentrop-Molotov, et pendant l'arrivée des Allemands qui rompent le pacte et attaquent la Russie soviétique en 1941. Parmi les historiens qui ont la charge d'inspirer cette nouvelle politique historique, le Président nomme le professeur Andrzej Nowak, excellent spécialiste de la Russie, qui se distingue par son option national-conservatrice. Pendant la même réunion, ce dernier a qualifié le gouvernement du parti libéral, la Plateforme civique (PO) au pouvoir en Pologne de 2007 à 2015, de « libéral totalitaire ». Un des historiens propulsés sur le devant de la scène est le professeur Jan Żaryn, ardent défenseur du courant nationaliste et antisémite de « Endecja », dont il se fait le propagateur, en même temps qu'il poursuit une croisade contre le légendaire leader de « Solidarność », Lech Walesa, en exhibant des documents, vrais ou faux, qui indiqueraient que ce dernier aurait collaboré lorsqu'il était jeune ouvrier, avec la police politique communiste.

¹¹ Voir l'Appel de l'Association indépendante « Mémorial », en français, anglais et russe, sur le site du Centre d'études des mondes russes, caucasien et centre-européen (EHES)

¹² *Gazeta Wyborcza et Rzeczpospolita*, 16 février 2016

¹³ Les nouveaux gouvernants iront jusqu'à le poursuivre en justice pour avoir imprudemment affirmé dans un journal allemand que les Polonais ont tué pendant cette guerre plus des Juifs que des Allemands

Débat entre les historiens sur l'appropriation de l'histoire par les politiciens

En décembre 2016, les historiens ont convoqué un Forum des spécialistes de l'histoire contemporaine. Dans le propos introductif, le professeur Marcin Zaremba a souligné qu'il n'y a jamais eu auparavant une telle réunion qui aurait regroupé plus de deux cents chercheurs et enseignants spécialisés dans l'étude de l'histoire du temps présent venus de toute la Pologne. « Nous sommes réunis en raison de nos émotions : l'amour pour l'histoire mais aussi l'inquiétude et l'irritation provoquées par le fait que l'histoire est aujourd'hui instrumentalisée¹⁴. » Ce Forum a été parrainé par les plus importantes institutions de la corporation, l'Association polonaise de l'histoire et le Comité des sciences historiques de l'Académie des Sciences. Les exposés ont été prononcés par deux historiens opposés à la « politique historique » (Andrzej Frieszke et Pawel Machcewicz) et deux historiens qui en sont partisans (Henryk Glebocki et l'ancien euro-député sur la liste du PIS, Wojciech Roszkowski). Ils ont tenu à cette occasion des propos contradictoires, dont les extraits suivent :

Prof. A. Frieszke : « Certains journalistes ne cachent même pas que l'histoire doit servir à la stigmatisation de telle ou telle personnalité politique. Lorsque le Président polonais prétend que nous (...) ne disions pas la vérité pendant les années 90, je suis indigné. Il y a longtemps que je n'ai pas lu de telles insinuations, la dernière fois ce fut au temps de la Pologne communiste. Rappelons les débats sur la période communiste ou sur le pogrom de Jedwabne. C'est aujourd'hui [que l'on déforme l'histoire... *note de l'auteur*] en mettant en doute le leadership pendant la période de sortie du communisme des personnages aussi centraux qu'étaient Tadeusz Mazowiecki, Jacek Kuron ou Bronisław Geremek. Qu'est ce qui se passe aujourd'hui ? Le mensonge, la calomnie, la dénonciation dominant. Tous nos acquis ont été détruits... »

Les historiens proches du pouvoir actuel ont polémique. Voici l'argumentaire du professeur Glebocki :

« Il y avait une profonde résistance à ouvrir les archives sur le passé communiste. (...) On s'opposait à la naissance d'un Institut de la mémoire nationale [Andrzej Czyzewski *et alii*, 2012] et on contestait sa dénomination. Cela découlait d'une fausse vision de la manière dont nous sommes sortis du communisme mais aussi de l'absence de volonté de discuter de notre interprétation du régime communiste et de notre responsabilité dans ce régime. Rappelez-vous des véritables campagnes de haine dirigées contre ceux qui s'interrogeaient sur la collaboration de Lech Walesa avec la police communiste » [Piotr Gontarczyk, 2008]. « Rappelez-vous la résistance du milieu des historiens à la loi sur la lustration »¹⁵.

Le professeur Pawel Machcewicz, directeur du musée de la Seconde Guerre mondiale, s'est ému des pressions exercées par les politiciens du PIS sur la narration de son musée :

« Ils s'octroient le droit de décréter ce qui est ou ce qui n'est pas le point de vue digne des Polonais. Ils s'approprient le monopole de la polonité et du patriotisme. Ils visent ainsi non seulement l'autonomie académique mais aussi le principe du pluralisme. La politique mémorielle doit tenir compte des voix plurielles indispensables à l'ordre démocratique. »

¹⁴ Article de Adam Leszczynski, *Gazeta Wyborcza*, 10 décembre 2016.

¹⁵ La loi de lustration oblige tout prétendant à un poste publique de déclarer si oui ou non il a fait partie des services spéciaux du régime communiste.

Machcewicz a mis en garde devant la « montée de la xénophobie qui s'appuie sur l'idée de l'exceptionnalité du destin des Polonais au XX^e siècle par rapport à d'autres Nations ». Le professeur Wojciech Roszkowski, ex-eurodéputé du PIS, cherchait à justifier les gouvernants. Selon lui, la « politique historique n'est pas une science mais appartient aux politiciens. L'argument selon lequel elle viole les règles de la science historique relève d'un malentendu. La politique historique n'a pas besoin de se justifier. À la différence de la science, elle est orientée exclusivement vers l'obtention d'un rendement politique ». Le débat a été exceptionnellement violent au point que le directeur du musée de l'Histoire des Juifs polonais (Polin), Dariusz Stola, a appelé la corporation à rédiger un code de bonne conduite éthique pour les historiens de manière à tracer une frontière entre la science et la politique.

Conclusion

Ce débat montre la profondeur des clivages qui traversent aujourd'hui le milieu des historiens, débats qui ont leurs prolongements dans l'asymétrie des financements publics avantageant une seule option politique, celle du Parti gouvernemental. La tentative de renverser les récits historiques en vigueur jusqu'en 2015 en créant une vision hégémonique de l'histoire du XX^e et XXI^e siècles, c'est le projet du leader du parti PIS, Jarosław Kaczyński, et de sa base. Il n'est pas étonnant que l'opposition libérale polonaise exprime ses craintes quant aux répercussions dans la manière de raconter l'histoire dans les manuels scolaires ou dans les représentations muséales¹⁶. Plus généralement, les historiens polonais sont confrontés à la lancinante question « où se trouve la frontière entre l'interprétation des faits historiques et leur manipulation ? » (Marcin Kula, 2004).

Bibliographie

- Bohgdan Cywiński *Pokolenie niepokornych (Génération des insoumis)*, Varsovie, 1971.
- Andrzej Czyżewski *et alii, Bez taryfy ulgowej (Sans le tarif réduit)*, Lodz, IPN, 2012.
- Piotr Gontarczyk, *Nowe kłopoty z historia (Nouveaux problèmes avec l'histoire)*, Varsovie, Prohibita, 2008.
- Krystyna Kersten, *Miedzy wyzwoleniem a zniewoleniem, Polska 1944-1956 (Entre la libération et la soumission, la Pologne 1944-1956)*, Londres, « Aneks », 1993.
- Marcin Kula, *Krótki raport o użytkowaniu historii (Un court rapport sur les usages de l'histoire)*, Varsovie, PWN, 2004.
- Jan Józef Lipski, *Dwie ojczyzny – dwa patriotyzmy. Uwagi o megalomanii narodowej i ksenofobii Polaków (Deux patries - deux patriotismes, remarques sur la mégalomanie et la xénophobie des Polonais)*, Maisons-Lafitte, „Kultura”, 1981, n° 10/409,
- Georges Mink, *La Pologne au cœur de l'Europe. De 1914 à nos jours. Histoire politique et conflits de mémoire*, Paris, Buchet-Chastel, 2015.

¹⁶ Voir le débat dans le supplément du week-end du journal *Rzeczpospolita*, *Plus, Minus*, « Nowe muzea: jedna pamięć, wiele pamięci » (Nouveaux musées: une mémoire plusieurs mémoires), 15 juillet 2016.

- Georges Mink, « L'Europe centrale à l'épreuve de l'autoritarisme », *Politique étrangère*, Paris, IFRI, été 2016, pp. 89-103.
- Lech M. Nijakowski, *Polska polityka pamięci, esej socjologiczny (La politique mémorielle polonaise. Essai sociologique)*, Varsovie, 2008.
- Sławomir M. Nowinowski *et alii*, *Pamięć i Polityka historyczna (Mémoire et politique historique)*, Lodz, IPN, 2008.
- Wojciech Roszkowski, *Najnowsza Historia Polski 1918-1980 (Nouvelle Histoire de la Pologne, 1918-1980)*, éditeur clandestin « Krag », 1984.
- Rafał Starobiecki, *Historycy Polscy wobec Wyzwań XX wieku (Historiens polonais face aux défis du XX^e siècle)*, Poznan, WNI, 2014.
- Robert Traba, *Przeszłość w teraźniejszości, Polskie spory o historię na początku XXI wieku (Le passé dans le présent. Les querelles polonaises autour de l'histoire au début du XXI^e siècle)*, Poznan, Wydawnictwo Poznanskie, 2009.
- Zbigniew Załuski, *Siedem polskich grzechów głównych (Sept pêchés principaux polonais)*, Varsovie, Czytelnik, 1962.

L'auteur

Georges Mink est directeur de recherche émérite au CNRS (ISP) et président du International Council for Central and East European Studies (ICCEES). Il est également Permanent Professor au College d'Europe (Natolin Campus). Il a récemment publié : *Le passé au présent, actions d'historicisation et gisements mémoriels en Europe centrale et orientale* (en co-direction avec P. Bonnard, Houdiard Éditeur, 2010) ; *History, Memory and Politics in Central and Eastern Europe, Memory Games* (co-eds with L. Neumayer, Palgrave, 2013) ; *La Pologne au cœur de l'Europe, de 1914 à ces jours, Histoire politique et conflits de mémoire* (Paris, Buchet Chastel, 2015).

Résumé

En Pologne les historiens occupent une place singulière dans le champ des sciences sociales pour plusieurs raisons. Le statut élevé de la science historique tient aux vicissitudes de l'histoire des Polonais. Dans les périodes de perte de souveraineté (1792-1918 et 1939-1989) certains historiens ont participé aux débats historiques à l'intérieur des courants de résistance et des oppositions. Après 1989, il y a eu un exceptionnel essor des travaux en histoire accompagné de la naissance des nouvelles institutions et instruments d'action publique en histoire (l'Institut de la mémoire nationale en 1999, divers musées, refonte des manuels scolaires, etc.). Depuis les années 2000, on assiste à une radicalisation politique des enjeux autour des narrations contradictoires de l'histoire moderne et du rôle des acteurs significatifs de cette histoire.

Mots clés : historiens ; concurrence des récits historiques ; instrumentalisation politique ; stratégies d'historicisation ; Institut de la Mémoire nationale.

Abstract

In Poland, historians occupy a special place in the field of social sciences for several reasons. If historical scholarship enjoys a high standing there, it is due to the vicissitudes of Polish history. During periods when the country was deprived of sovereignty (1792-1918 and 1939-1989), some historians participated in historical debates within resistance and opposition movements. After 1989, the exceptional proliferation of historical studies was accompanied by the emergence of new historical institutions and public action tools (the creation of the Institute for National Memory in 1999 as well as of various museums, national textbook revision, etc.) Since the 2000s, issues surrounding contradictory



Georges Mink, « Les historiens polonais face à l'expérience de la "démocratie illibérale" », *Histoire@Politique*, n° 31, janvier-avril 2017 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

narratives of modern history and the role played by major actors in that history have undergone political radicalization.

Keywords: Historians; Competing Historical Narratives; Political Instrumentalization; Strategies of Historicization; Institute for National Memory.

Pour citer cet article : Georges Mink, « Les historiens polonais face à l'expérience de la "démocratie illibérale" », *Histoire@Politique*, n° 31, janvier-avril 2017 [en ligne, www.histoire-politique.fr]